

### Compétitivité de l'élevage de granivores français

#### Essoufflement des filières dans des marchés mondiaux de plus en plus concurrentiels

Les échanges de viandes blanches (porcs et volailles) ont connu une croissance exceptionnelle depuis le début des années 2000 sur les marchés mondiaux. Les filières françaises n'ont pas répondu à la croissance de la demande mondiale et leurs exportations n'ont pas progressé. Il est vrai que les exploitations françaises spécialisées en élevage de granivores accusent un déficit de compétitivité par rapport à leurs concurrentes européennes.

**Contacts : Didier CARAES & Thierry POUCH**

La croissance de la consommation mondiale de viandes, exprimée en kilo par habitant, présente une physionomie contrastée. Alors que la viande bovine décline depuis la fin des années 1970, on constate une nette progression de la consommation de viandes blanches (porcs et volailles) (graphique 1).

Cette dynamique se répercute bien évidemment sur le profil des échanges mondiaux de viandes, la part de porc et des volailles dans les exportations mondiales étant désormais largement supérieure à celle de la viande bovine.

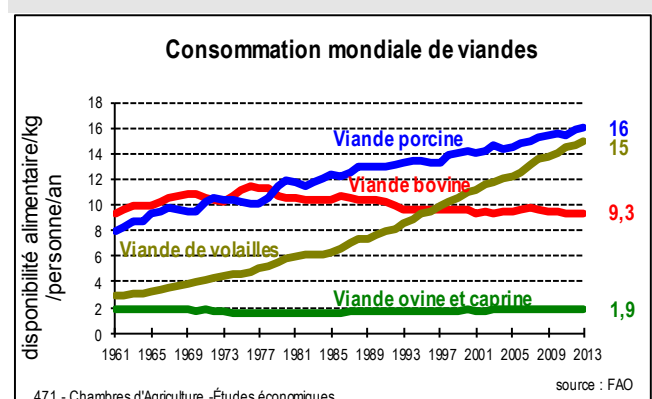
La déformation de la hiérarchie des viandes consommées dans le monde est le reflet des mutations de l'économie mondiale de ces quarante dernières années.

La hausse de la consommation de produits carnés illustre l'élévation des niveaux de vie, en particulier en Asie, région du monde où l'on produit beaucoup de porcs et de volailles, mais aussi où l'on en consomme énormément.

Pour capter cette demande mondiale, les principaux producteurs mondiaux rivalisent d'ingéniosité pour être les plus compétitifs. Restructuration de l'outil de production, réorganisation des filières, optimisation du coût de l'aliment pour les animaux... autant de paramètres sur lesquels chacun des protagonistes cherche à agir, avec, parfois, en renfort, des variables macroéconomiques bien orientées (fiscalité, taux de change...).

Il était par conséquent justifié de prendre la mesure de la place que la France occupe sur cet échiquier particulièrement concurrentiel. En mobilisant les données du RICA Europe, cette étude entend montrer en quoi les productions françaises ont connu une réelle érosion de leurs performances face à des concurrents européens très agressifs. Un *scoring* est donc proposé à la fin de l'étude.

**Graphique 1**



**Partie 1 :**  
**Marchés mondiaux**  
**Recul des filières françaises de viandes de porc et de volailles**

Les marchés mondiaux des filières de l'élevage de granivores (porcs et volailles) ont connu une croissance exceptionnelle ces deux dernières décennies. Ils ont été pris dans l'effervescence des marchés agroalimentaires impulsée par l'Accord de Marrakech (1994). À cela s'ajoute la progression de la demande chinoise (par ailleurs membre de l'OMC à partir de 2001) qui a profondément modifié l'économie des échanges de viandes de porc et de volailles. L'Asie s'est renforcée comme un des centres de gravité des marchés mondiaux de viandes de granivores.

Du côté de l'offre, la hiérarchie des pays exportateurs s'est modifiée au cours des dernières années. Dans le domaine de la viande porcine, la montée en puissance de l'Allemagne a été spectaculaire ; elle se positionne désormais au deuxième rang des pays exportateurs et laisse loin derrière elle ses concurrents européens. Et sur ce plan, l'effacement de la France est tout aussi frappant : la filière française de viande porcine semble avoir laissé passer le train de la croissance des marchés mondiaux.

S'agissant des marchés de viande de volailles, la filière française n'a pas, non plus, répondu à l'appel des marchés mondiaux. La France compte toujours parmi les grands pays exportateurs mais avec des volumes exportés sans commune mesure avec ceux des deux leaders du secteur (États-Unis et Brésil). On soulignera que dans cette filière rien n'est jamais acquis comme en témoigne la disparition de la Thaïlande du tableau des principaux pays exportateurs de viande de volailles au milieu des années 2000 à la suite de problèmes sanitaires.

Les marchés mondiaux de viande de porc et de volailles ont, donc, connu des rythmes de croissance exceptionnels ces vingt dernières années. La hiérarchie des pays exportateurs s'est redistribuée au cours du temps et le mouvement se poursuit encore aujourd'hui. Mais dans cette hiérarchie, la place de la France s'est effacée.

**Porcs – Importations mondiales : l'Asie de l'Est est le centre de gravité de la demande mondiale**

L'entrée sur les marchés mondiaux des demandes venues de Chine et de Russie à la fin de la décennie 2000 a provoqué un emballement des échanges de viande porcine (tableau 1). L'arrivée de la Chine sur les marchés a renforcé un peu plus le poids de l'Asie de l'Est dans la géographie des échanges puisque déjà, à eux seuls, le Japon et la Corée du Sud représentaient, bon an mal an, 20 % des importations mondiales de viande de porc (un tiers avec la Chine, désormais). La progression des importations chinoises sur les trois dernières décennies est imputable au fait que la production intérieure ne couvre que très difficilement la consommation et que la crise sanitaire qui affecte ce secteur occasionne une défiance des ménages chinois.

<sup>1</sup> Dans ce texte, les statistiques concernant la Chine représentent la somme de celles de la République populaire de Chine, de la République démocratique de Chine (Taiwan) et de Hong Kong.

**Tableau 1**

<i>Principaux pays importateurs de viande porcine</i>					
1 000 tonnes	1993	2003	2011	2012	2013
Japon		751	791	777	737
Fédération de Russie	131		482	552	496
Chine	3	178	359	219	486
République de Corée		122	487	381	293
États-Unis		299	228	232	259
France	103	179	264	208	209
Italie	114	131	188	139	157
Mexique		74	104	131	147
Australie			130	144	142
Royaume-Uni	76	185	186	126	134
Source : FAO					

**Porcs – Exportations mondiales : recomposition de l'offre mondiale en quelques années**

Dans la hiérarchie des pays producteurs et exportateurs de viande porcine, les places se sont redistribuées de manière considérable en à peine vingt ans. D'abord les volumes exportés ont connu une croissance exceptionnelle à la hauteur de ceux de la demande (tableau 2).

Les États-Unis restent les leaders ; ils sont talonnés par l'Allemagne, dont la progression ces deux dernières décennies a été spectaculaire. Au début des années 2000, l'Allemagne et la France ne faisaient déjà pas jeu égal mais étaient à de niveaux d'exportations proches tandis qu'aujourd'hui, les exportations allemandes sont au moins 5 fois plus élevées que les exportations françaises.

On soulignera aussi la montée en puissance de l'Espagne qui sait faire valoir ses nombreux atouts (intégration, bas coûts de production et d'investissement, différenciation,...) sur les marchés mondiaux ; et aussi on notera la progression de la Pologne qui part de rien (ou presque) au début des années 1990 et se positionne aujourd'hui parmi les dix premiers pays exportateurs. Dans cette dynamique, il faut bien reconnaître que la filière française semble avoir perdu pied.

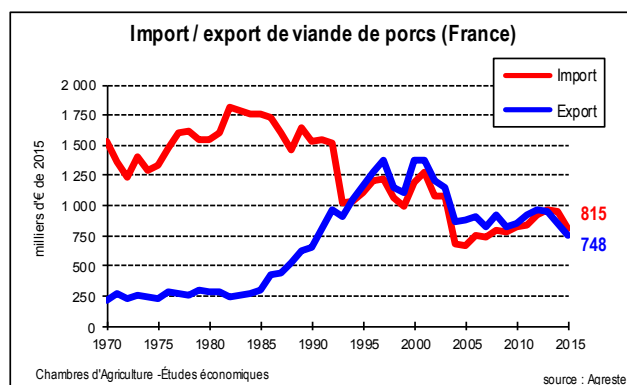
**Tableau 2**

<i>Principaux pays exportateurs de viande porcine</i>					
1 000 tonnes	1993	2003	2011	2012	2013
États-Unis		371	1 178	1 164	1 059
Allemagne	30	250	1 056	741	800
Canada	118	532	729	750	739
Brésil		312	377	416	388
Espagne	21	258	641	374	372
Danemark		637	747	357	362
Pays-Bas	175	216	334	119	137
Pologne	1	9	147	110	132
France	111	188	239	88	95
Belgique		219	215	99	94
Source : FAO					

## Porcs - Commerce extérieur : la France est redevenue déficitaire

Longtemps, la France a été déficitaire en viande de porc : la production domestique était insuffisante pour satisfaire la demande des ménages français. Petit à petit, une filière porcine nationale s'est mise en place qui non seulement a pu répondre à la demande domestique mais a, en plus, été en mesure d'exporter (graphique 3). Depuis 1992, le solde du commerce extérieur de la filière était excédentaire mais malheureusement, il est redevenu déficitaire à partir de 2013. Et puis, il faut noter l'impact de l'embargo russe qui a conduit à un recul 25% de la valeur des exportations de viande porcine depuis 2013.

Graphique 2



## Volailles - Importations mondiales : une demande mondiale multipolaire

Le marché mondial de viande de volailles apparaît multipolaire, avec plusieurs centres d'attraction. L'Asie de l'Est et du Sud-est sont les poids lourds du marché, suivis par le Moyen-Orient. L'Europe (Russie comprise) et l'Amérique du Nord constituent toujours des zones de demande (tableau 3).

Tableau 3

Principaux pays importateurs de viande de volailles					
1 000 tonnes	1993	2003	2011	2012	2013
Chine	442	1 279	1 683	1 459	1 387
Arabie saoudite	168	361	737	743	831
Mexique	113	323	564	604	668
Fédération de Russie	74	1 074	384	498	503
Japon	390	466	472	425	414
Irak	21	5	372	353	413
Émirats arabes unis	75	169	319	356	356
Royaume-Uni	130	293	372	356	351
Allemagne	214	230	321	329	344
Angola	13	99	287	301	320

Source : FAO

## Volaille - Exportations mondiales : les États-Unis et le Brésil tiennent le leadership du marché mondial

Les États-Unis et le Brésil apparaissent comme les leaders incontestés des exportations de viande de volailles depuis la fin des années 1980 (États-Unis) et 1990 (Brésil). On notera la disparition de la Thaïlande du tableau des 10 premiers pays exportateurs de viande de volailles : l'expansion de foyers d'influenza aviaire en 2003 dans le pays l'a contraint à suspendre ses exportations de viandes crues (tableau 4).

Tableau 4

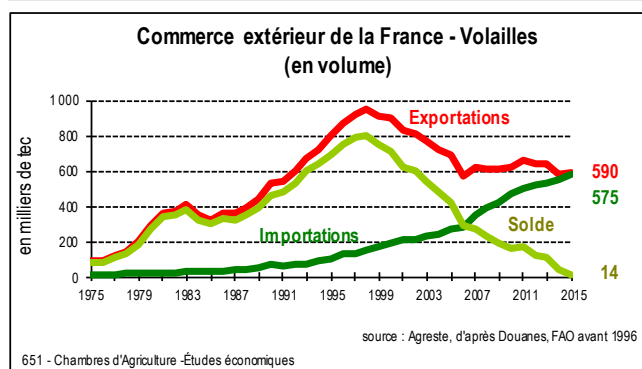
Principaux pays exportateurs de viande de volailles					
1 000 tonnes	1993	2003	2011	2012	2013
États-Unis	917	2 449	3 445	3 597	3 560
Brésil	511	1 922	3 570	3 560	3 552
Pays-Bas	317	585	996	916	872
Chine	266	728	933	721	673
Pologne	15	37	304	380	423
Belgique	0	297	408	442	412
France	445	363	426	380	390
Argentine	2	40	266	329	366
Turquie	1	24	234	301	358
Thaïlande	157	343	33	51	93

Source : FAO

## Volaille - Commerce extérieur français : crise dans la filière française

Les exportations françaises de viande de volailles ont marqué un coup d'arrêt au tournant de la décennie 2000 : réduction des volumes exportés avec restitution à la suite de l'application des Accords de Marrakech puis de l'arrêt définitif de ce dispositif (2013). Depuis 2015, avec la Conférence Ministérielle de l'OMC à Nairobi, les producteurs devront désormais évoluer sans restitutions, celles-ci ayant été définitivement abrogées. À cela s'ajoutent les épisodes d'influenza aviaire des années 2004-2005 et la montée en puissance des exportations d'Amérique du Sud. Face à ces chocs, les exportations de la filière ont connu une chute brutale tandis que le marché domestique s'ouvrait à la concurrence. Le solde du commerce extérieur français de viande de volailles s'est réduit comme peau de chagrin. Il était même à l'équilibre en 2015, tant en valeur qu'en volume (graphique 3).

Graphique 3



## Partie 2 : Performances économique des exploitations françaises Résultats en retrait vis-à-vis de leurs concurrentes européennes

Dans cette deuxième partie de ce texte consacrée à la compétitivité du secteur de l'élevage français de granivores, nous proposons d'examiner les performances économiques des exploitations spécialisées dans cette activité en Europe.

Pour ce faire, nous avons utilisé les données du Réseau d'informations comptables (RICA) européen (voir ci-dessous le paragraphe consacré à la méthodologie). L'analyse de ces informations microéconomiques fait apparaître que l'élevage français n'est pas dans la meilleure position pour affronter la concurrence de ses partenaires européens :

- La productivité des exploitations françaises est faible, au regard du ratio Production/charges. Cela tient surtout à un problème de valorisation de la production car du côté des charges, le résultat des exploitations françaises est plutôt bon
- La dimension des exploitations françaises ne compense pas ce handicap de productivité. Leur cheptel moyen est en deçà de ce qu'on observe chez les éleveurs de l'Europe du Nord (sauf l'Allemagne). Ce déficit de structure s'est aggravé ces dernières années en raison du faible investissement des éleveurs français (cheptel et autres biens capitaux) au regard de ceux des éleveurs du nord de l'Europe
- Les éleveurs du sud (Espagne et Italie) dégagent des niveaux de productivité très élevés et pas uniquement en raison de leurs faibles coûts de production mais aussi grâce à la bonne valorisation de leur production

Enfin, on soulignera que les éleveurs français subissent un endettement lourd. Ce n'est pas à proprement parler un frein à leur compétitivité mais c'est certainement une limite à leur capacité de résistance en période d'instabilité conjoncturelle ; les annuités de remboursement doivent honorer quel que soit les résultats des exploitations.

### Méthode : utilisation du RICA

Pour l'examen des performances économiques des exploitations spécialisées dans l'élevage de granivores dans l'Union européenne, nous avons utilisé les données du Réseau d'informations comptables agricoles (RICA) qui collecte 80 000 comptabilités d'exploitation à travers l'Union européenne (environ 7 000 en France). L'échantillon du RICA est représentatif des exploitations qui dépassent un seuil de dimension économique variable par État membre (voir tableau 5).

Les exploitations spécialisées dans l'élevage de granivores de l'échantillon du RICA dégagent les deux tiers de leur produit de cette activité.

La Commission européenne met à la disposition du grand public<sup>2</sup> les valeurs moyennes des comptes d'exploitation, bilans et structures des exploitations du RICA européen. Nous avons utilisé ces valeurs moyennes et les avons interprétées comme les indicateurs comptables d'exploitations fictives représentatives des exploitations spécialisées dans l'élevage de granivores de chaque État membre étudié.

**Tableau 5**

Seuil de dimension économique (Produit standard, en millier d'€) en 2013									
l'échantillon du RICA est représentatif des exploitations dont le Produit standard (1) est supérieur à ...'									
Belgique	Danemark	Allemagne	Irlande	Espagne	France	Italie	Pays-Bas	Pologne	Royaume-Uni
25	15	25	4	4	25	4	25	4	25

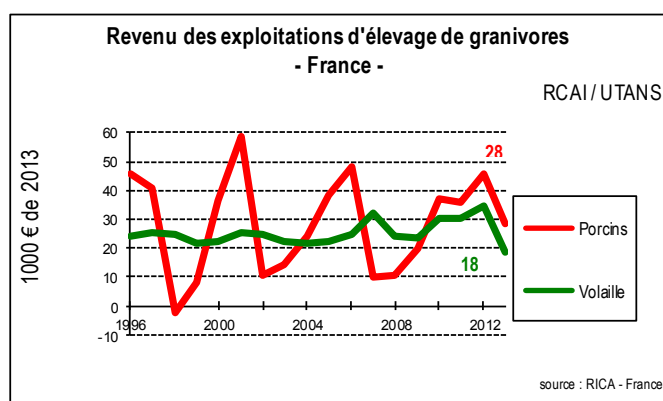
(1) : Produit standard : valeur potentielle de la production d'une exploitation compte tenu de ses structures (cheptel, surface, localisation géographique)

### Partage élevage porcin/aviculture

Les données du RICA européen posent problème dans le domaine de l'élevage de granivores car elles ne font pas de partage entre l'élevage de porcins et l'aviculture. Or, l'économie des exploitations assez différente dans les deux secteurs comme le montrent les résultats du RICA français (qui fait ce partage) :

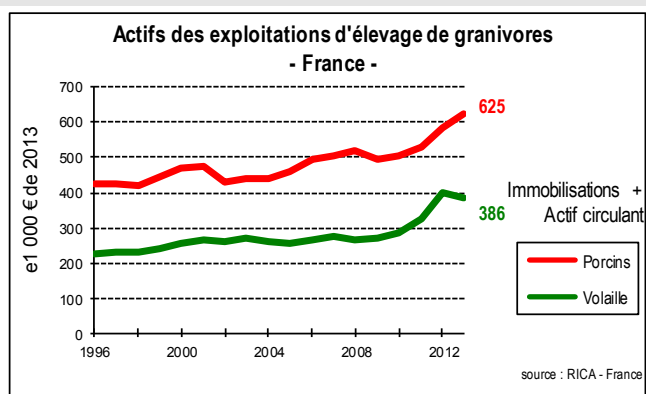
- Revenu : pour l'élevage porcin, le revenu moyen des exploitations connaît des cycles de très forte amplitude (ils sont parfois négatifs) tandis qu'il est plus lissé pour l'aviculture (graphique 4)
- Actifs : au bilan des exploitations, les actifs (immobilisations + actifs circulants) des exploitations sont nettement supérieurs dans l'élevage porcin (625 000 € par exploitation en 2013) à ceux de l'élevage de volailles (386 000 €) et leurs évolutions sur long terme sont assez différentes (graphique 5)
- Cheptel : la croissance du cheptel moyen des exploitations suit un rythme proche dans les deux secteurs et les écarts de niveau se maintiennent avec plus de cheptel (exprimé en UGB, ensemble des animaux) dans l'élevage de volailles que dans l'élevage de porcins (graphique 6)
- Productivité : les deux types d'élevage ont des niveaux proches et suivent le même trend baissier mais avec, une nouvelle fois, des évolutions heurtées pour les porcins et plus lissées pour la volaille (graphique 7)

**Graphique 4**

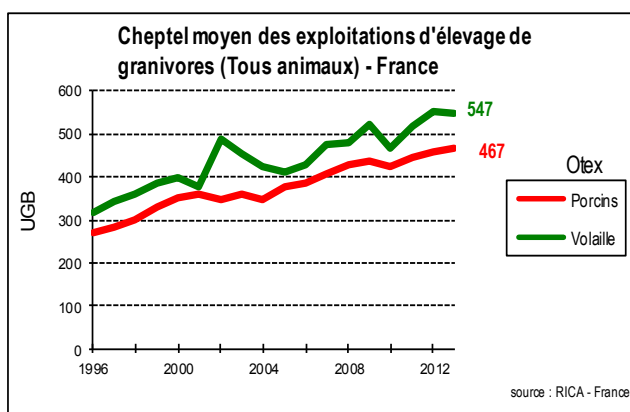


<sup>2</sup> [http://ec.europa.eu/agriculture/rca/index\\_fr.cfm](http://ec.europa.eu/agriculture/rca/index_fr.cfm)

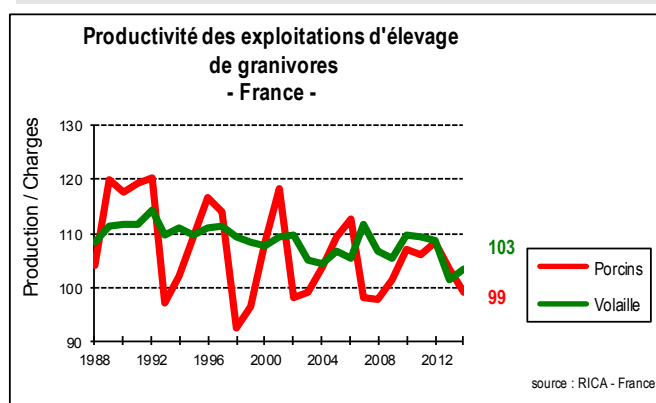
**Graphique 5**



**Graphique 6**



**Graphique 7**



Dans le RICA européen, les données de ces deux secteurs sont donc agrégées dans une même catégorie intitulée « Élevage de granivores » ; cela limite d'autant plus la portée des analyses que le partage porcine/volaille des élevages de granivores est très différent d'un État membre à un autre (tableau 6).

**Tableau 6**

Moyenne 2011-2012-2013	Exploitations représentées	Cheptel moyen par exploitation (tous animaux - UGB)	... dont porcs %	... dont volailles %
Belgique	3 690	462	80	20
Danemark	3 343	878	95	5
Allemagne	18 430	282	88	11
Espagne	22 370	315	71	28
France	15 247	409	43	52
Italie	7 757	585	56	41
Pays-Bas	6 147	536	68	45
Pologne	32 970	77	72	37
Royaume-Uni	3 497	584	38	59

Source : RICA-UE

En dépit des limites que nous venons de voir, nous proposons tout de même d'examiner différents ratios de résultats et de structures tirés du sous-échantillon d'exploitations spécialisées dans l'élevage de granivores du RICA européen. Un exercice de *scoring* clôt l'analyse dans une optique de synthèse.

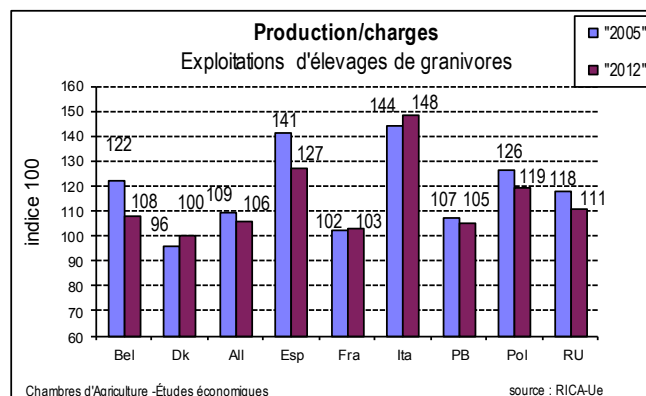
**Faible productivité économique des élevages français.**

(Graphique 8)

Pour les éleveurs français, le ratio Production / Charges (indicateur de productivité économique) est assez faible, à peine supérieur à 100. De fait, il s'agit plus d'un problème de valorisation de la production que de charges (qui sont relativement faibles par rapport à leurs concurrents européens, cf. tableau 8).

A contrario, ce ratio est fort en Italie et en Espagne ; ce sont des États membres qui ont misé sur la différenciation de leur production (indications géographiques et spécialités traditionnelles).

**Graphique 8**

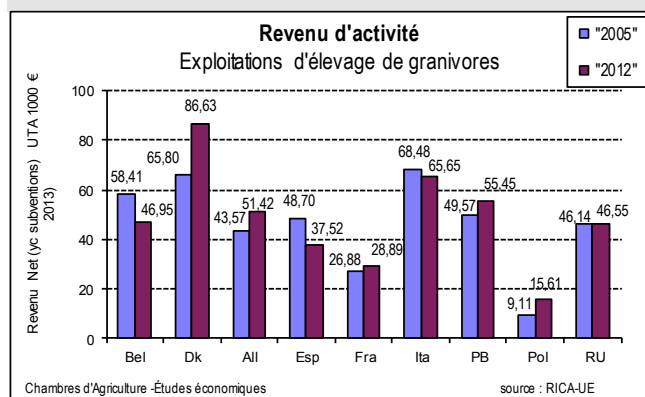


### Valeur ajoutée : faible rémunération de l'activité pour l'élevage français (graphique 9)

La faiblesse du revenu moyen des exploitations spécialisées dans l'élevage de granivores en France s'explique par deux données structurelles :

- Le bas niveau de leur productivité (Production/charges)
- Qui n'est pas compensé par un effet taille. Le cheptel moyen des exploitations d'élevage français de granivores est moindre que celui de leurs concurrentes européennes (sauf pour l'Allemagne).

**Graphique 9**



### Investissement : un très net partage Nord/Sud (Tableau 7)

Au sein de l'Union européenne, l'effort d'investissement des éleveurs de granivores est très hétérogène :

- Fort investissement dans les exploitations du nord, à hauteur de leur niveau de technicité et de la taille de leur troupeau (avec un point extrême au Danemark au milieu de la décennie 2000)
- Investissement réduit au sud (Espagne et Italie) avec des taux de retour sur investissement très élevés (Revenu/investissement)
- l'effort d'investissement des éleveurs français se situe à mi-chemin de ces situations extrêmes.

**Tableau 7**

en € de 2013	Investissements			
	par exploitation (k€)		par UGB total (€)	
	2004	2013	2004	2013
Belgique	22	72	68	154
Danemark	193	168	394	189
Allemagne	27	60	119	213
Espagne	7	9	23	30
France	27	37	71	92
Italie	15	22	32	34
Pays-Bas	22	85	55	158
Pologne	4	8	93	102
Royaume-Uni	27	81	52	140

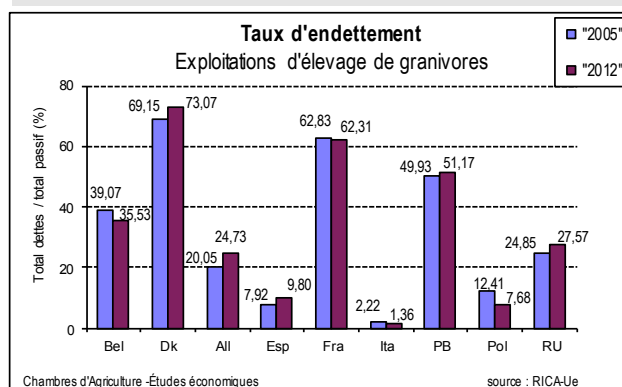
Source : RICA UE

### Endettement : un handicap certain pour les exploitations françaises (Graphique 10)

L'endettement des élevages français de granivores est parmi les plus élevés observés en Europe, proche de celui des élevages danois et néerlandais pour des niveaux d'investissements et de capital sans commune mesure (comme on vient de le voir, tableau 4).

Ce fort endettement ne pèse pas directement sur la productivité et la compétitivité des exploitations françaises mais c'est un handicap dans un contexte de marché devenu tendu (offre européenne abondante, demande mondiale incertaine, conflits géopolitiques). Les annuités d'emprunt sont des dépenses contraintes qui pèsent sur les trésoreries des exploitations françaises et réduisent leur capacité de résistance aux chocs conjoncturels.

**Graphique 10**



### Structure des charges : charges par UGB à l'avantage des éleveurs français (Tableau 8)

La structure des charges des exploitations françaises se distingue peu de celles de leurs concurrentes européennes si ce n'est en matière d'amortissements dont le poids est légèrement supérieur à la moyenne. En dépit du fort endettement des exploitations françaises, leur charge d'intérêt est un poste mineur de leurs dépenses.

Ce qui change significativement au sein des États membres producteurs de granivores, c'est le poids de l'aliment dans l'ensemble des charges ; il est le plus faible en Allemagne (46 % contre 55 % en France).

Au regard du tableau des charges, il n'apparaît pas de poste où les éleveurs français auraient une dépense relative anormale et qui pourrait être l'objet d'une vigilance accrue ; et ce d'autant plus que le niveau de charges unitaire par UGB des éleveurs français est l'un des plus faibles de l'UE et en tout cas nettement inférieur à ce qu'on observe dans l'Europe du nord.

**Tableau 8**

Moyenne 2011-2012-	Frais de culture	Alimenta- tion ani- male	Autres frais d'élevage	Entretien (bâtiment s et ma- tériel)	Energie	Travaux par tiers	Assu- rances	Amortis- sements	Charges salariales	Fermege	Intérêts	Charges / UGB (en €)
Total des charges = 100												
Belgique	2	68	6	2	4	2	1	10	0	1	3	1 099
Danemark	4	52	5	4	4	2	3	8	8	3	8	1 509
Allemagne	7	46	6	5	7	3	5	9	5	4	2	1 495
Espagne	4	64	4	3	5	2	4	6	5	2	1	532
France	4	55	3	3	4	6	6	11	4	2	2	996
Italie	4	56	7	2	8	1	6	7	6	2	0	477
Pays-Bas	1	65	8	2	3	1	4	9	2	1	5	1 377
Pologne	7	68	3	3	6	1	1	8	3	0	1	1 408
Royaume-Uni	2	53	10	3	5	1	5	8	10	2	2	1 139

Frais de culture : semence et plants, engrais, produits phytosanitaires

Source : RICA UE

## Cheptel : progression limitée du cheptel des éleveurs français (Tableau 9)

Les évolutions des cheptels au sein des exploitations françaises spécialisées dans l'élevage de granivores, sont dans deux dynamiques différentes vis-à-vis de leurs concurrentes européennes :

- Porcins : les exploitations françaises ont un cheptel porcin en retrait par rapport à ce qu'on observe ailleurs en Europe (Pologne exceptée). En outre, elles affichent un rythme de croissance de leur cheptel porcin nettement inférieur à la moyenne européenne
- Volaille : la progression du cheptel de volaille des exploitations françaises se situe dans la moyenne européenne. Les exploitations italiennes ont connu une progression bien plus forte dans ce domaine et dépassent désormais les exploitations françaises en termes de cheptel moyen par exploitation.

Tableau 9

<b>Cheptel moyen des exploitations spécialisées dans l'élevage de granivores</b>						
UGB	Porcs			Volaille		
	2004	2013	Variation 2013/2004 (%)	2004	2013	Variation 2013/2004 (%)
Belgique	258	371	43	51	79	56
Danemark	457	843	84	32	43	33
Allemagne	197	256	30	30	21	-29
Espagne	234	225	-4	54	79	47
France	179	184	3	175	204	16
Italie	291	345	19	161	282	75
Pays-Bas	273	368	35	130	166	28
Pologne	28	42	50	10	32	216
Royaume-Uni	181	216	20	326	341	5

Source : RICA-UE

## Emploi : forte hétérogénéité de l'emploi dans les exploitations européennes.

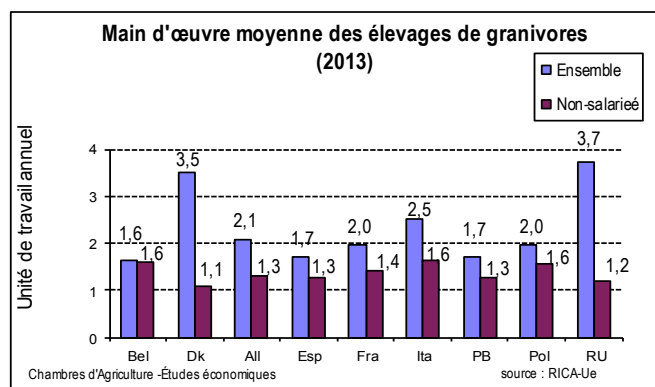
L'élevage de granivores est l'une des orientations de production qui mobilise le plus d'emplois salariés. Mais les disparités sont grandes parmi les États membres :

- Pour le Danemark et le Royaume-Uni, l'emploi salarié contribue aux deux tiers de la main d'œuvre ; pour ces États membres, le coût du travail est un enjeu important de compétitivité
- Allemagne, Espagne, France, Italie, Pays-Bas et Pologne : les salariés représentent plus de la moitié de l'emploi des exploitations. Là encore, pour ces États membres, le coût du travail compte dans la formation de la compétitivité
- Cela dit pour l'ensemble de ces États membres, il faut tout de même tempérer la question du poids du coût du travail dans les performances de exploitations puisque comme on le voit dans le tableau 7, les charges salariales ne pèsent pas

plus de 10 % dans l'ensemble des charges (sauf au Royaume Uni).

- On notera, que la Belgique se distingue par le fait que le collectif de travail des exploitations est presque exclusivement familial.

Graphique 11



## Scoring (synthèse) : position défavorable des exploitations françaises

De tous les indicateurs économiques qui viennent d'être vus, on peut en retenir quatre qui synthétisent les atouts (ou déficits) de compétitivité des exploitations françaises face à leurs concurrentes européennes, en tout cas dans le domaine de la compétitivité-prix. Un tableau de scoring permettra de faire une synthèse de ces quatre indicateurs (tableau 10) :

- **Productivité et investissement** : la compétitivité-prix des exploitations se joue sur leur productivité qui est, elle-même, est le fruit de leurs investissements. Sur ces deux critères productivité et investissements, les résultats des exploitations françaises sont parmi les plus faibles
- **Dimension** : la taille des exploitations est aussi un atout de compétitivité (recherche d'économie d'échelles, résistance à l'érosion des marges,...). Sur ce critère (mesuré par le ratio UGB/UTA), les exploitations françaises sont certes loin des niveaux des exploitations du nord de l'Europe mais se positionnent plutôt bien par rapport à leurs concurrentes allemandes, britanniques et espagnoles
- **Structure financière** : la performance technico-économique des exploitations est à la source de leur compétitivité, mais il importe d'examiner le mode de financement des exploitations et de leur endettement. Sur ce point, les exploitations françaises figurent parmi les plus endettées en Europe.

Sur la base de ces quatre indicateurs, la compétitivité des exploitations françaises apparaît en retrait par rapport à leurs concurrentes européennes ; elles obtiennent la note globale la plus faible (3/10).

Tableau 10

<b>Scoring- Exploitations spécialisées dans l'élevage de granivores</b>									
	<b>Productivité</b>		<b>Investissement/ugb</b>		<b>Dimension</b>		<b>Taux d'endettement</b>		<b>NOTE GLOBALE</b>
	Production / charge (%)	note (-/10)	k€	note (-/10)	UGB / UTA	note (-/10)	%	note (-/10)	note (-/10)
Belgique	108	2	154	7	281	9	36	5	6
Danemark	100	0	189	9	253	8	73	0	4
Allemagne	106	1	213	10	132	3	25	7	5
Espagne	127	6	30	0	179	5	10	9	5
France	103	1	92	3	194	6	62	2	3
Italie	148	10	34	0	251	8	1	10	7
Pays-Bas	105	1	158	7	314	10	51	3	5
Pologne	119	4	102	4	37	0	8	9	4
Royaume-Uni	111	2	140	6	151	4	28	6	5
<b>Minimum</b>	100		30		37		1		
<b>Maximum</b>	148		213		314		73		

Calcul des notes :

- Note de l'État membre M pour l'indicateur I, Note MI = (Indicateur MI - Minimum I) / (Maximum I - Minimum I) x 10
- Sauf pour le taux d'endettement : Note MI = (Maximum I - Indicateur MI) / (Maximum I - Minimum I) x 10
- La note globale de l'État membre M est la moyenne arithmétique des notes obtenues pour chaque indicateur

**Chambres d'Agriculture France (APCA)**

9 avenue George V  
75008 Paris  
Tél : 01 53 57 10 10  
Fax : 01 53 57 10 05  
Email : [accueil@apca.chambagri.fr](mailto:accueil@apca.chambagri.fr)  
**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
Établissement public  
Siret 180070047 00014  
[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

Mise en page : Delphine DESBOIS

Avec la participation financière du CasDAR